

la défense ou sur d'autres questions et consacre 95 p. 100 de ses propos à une diatribe contre le chef de l'opposition. Il nous faut des gestes concrets et énergiques. De même, il n'appartient pas au chef de l'opposition officielle de se lever et de s'imaginer qu'il s'acquitte de ses fonctions en s'en tenant à rendre la pareille au premier ministre. C'est précisément là ce qui enlève à la population canadienne la confiance qu'elle peut avoir en un régime traditionnel de deux partis. Ayons soin de nous rappeler que ce dont nous nous sommes accommodés avec suffisance pendant si longtemps ne traduit pas nécessairement l'opinion générale des Canadiens. C'est là, je le répète, que nous, députés, avons manqué à notre devoir.

Voyons un peu, de façon objective, la situation dans laquelle nous nous trouvons. La façon la plus facile de résoudre le problème serait de tenir des élections. En voyant chaque jour les événements qui se succèdent les uns aux autres dans cette enceinte, j'en viens tout près de conclure, dans mon for intérieur, que c'est le seul moyen de nous sortir de là. Mais, après avoir étudié la situation, je me pose cette question: «Est-ce que des élections résoudraient le problème?»

**Des voix:** Oui.

**M. Thompson:** Je ne crois pas que la population canadienne puisse actuellement en arriver à une unanimité capable de nous donner un gouvernement majoritaire et nous ne ferions, à mon avis, que prolonger le dilemme dans lequel nous nous trouvons et, ce faisant, nous porterions atteinte aux fondements mêmes et à l'organisation de notre économie. Si seulement nous entendions ce qu'on dit de nous au dehors de nos frontières, par la faute de l'insigne maladresse dont nous avons témoigné en matière de défense, et en nous voyant tourner en rond dans cette enceinte, si nous entendions ces commentaires, peut-être certains d'entre nous s'attelleraient-ils à la tâche, au lieu d'aspirer à des élections comme à une panacée. Quand j'étais enfant, ma mère me disait: «On n'échappe pas au démon en s'enfuyant à toutes jambes.»

**L'hon. M. Fleming:** Du moins le chef de l'opposition s'y efforce.

**M. Thompson:** Je pense donc qu'il nous faut faire front, et en arriver à une décision.

**M. Byrne:** Sauvés, pour une semaine encore...

**M. Thompson:** Nous devons en arriver à une décision qui démontrera aux Canadiens que nous n'avons pas entièrement abdiqué nos obligations.

[M. Thompson.]

**L'hon. M. Hellyer:** Ce n'est pas en s'accrochant à la queue de Satan qu'on peut s'en défaire.

**M. Thompson:** Monsieur l'Orateur, j'admets qu'on se permette de lancer des mots à la Chambre, mais il n'y a pas là, à mon sens, de quoi se penser plus fin qu'on ne l'est, car il est assez difficile de convaincre le peuple de sa finesse.

**Des voix:** Bravo!

**M. Thompson:** Nous regardons donc la situation en songeant aux conséquences d'élections tenues à courte échéance. Deux choix s'offrent à nous, dire au gouvernement: «Continue et essaie de faire quelque chose. Tu n'as pas profité des autres occasions qu'on t'a données», ou encore lui dire «Tu as eu assez de chances, mon vieux, tu as failli à la tâche, tu n'as pas su profiter des occasions, maintenant tu ne peux plus t'en sortir, fais des élections dès maintenant.» En dépit de tout ce qui s'est produit au cours des derniers jours remplis de tension, notre parti s'en tient à la ligne de conduite que nous avons clairement exposée mercredi dernier, c'est-à-dire que nous ne nous opposerons pas à une discussion raisonnable sur les motions de subsides à venir et sur les prévisions de dépenses qui n'ont pas encore été présentées, pour la simple raison que cet argent a été dépensé, que nous n'avons rien eu à voir au budget en premier lieu et que nous pouvons traiter de questions bien définies, qui concernent l'avenir de notre pays et non son passé.

Monsieur l'Orateur, puis-je déclarer qu'il est six heures?

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

### Reprise de la séance

**M. Thompson:** Monsieur l'Orateur, avant de nous séparer à six heures, j'avais dit qu'il n'était vraiment pas souhaitable, selon nous, d'avoir des élections en ce moment. Je ne répéterai pas les raisons motivant notre façon de voir, mais je dirai que nous avons attendu longtemps pour que le gouvernement se mette vraiment à l'œuvre en présentant les mesures législatives nécessaires afin de répondre aux besoins de notre pays à l'heure actuelle. On nous a saisis d'un certain nombre de résolutions auxquelles on n'a pas donné suite. Il a été question dans le discours du trône, et à différentes occasions, de bien des mesures législatives adoptées par des Parlements précédents, mais on ne nous présente aucun programme qui va, de fait, donner suite à ces